

J'Y VOIS CLAIR

DOMINIQUE BERNIS

La Belgique va-t-elle renoncer au retour à l'équilibre en 2018 ?

Dans l'adversité économique et budgétaire, la suédoise fait front et jure que la trajectoire budgétaire sera respectée. L'effort requis est colossal. Est-ce réaliste ?

Officiellement, la Belgique maintient l'objectif de retour à l'équilibre budgétaire structurel (hors mesures « one shot » et impact de la conjoncture) en 2018, prévu dans le programme de stabilité convenu avec la Commission européenne.

2,4 milliards en 2017. Selon le comité de monitoring, des efforts additionnels sont requis, au niveau fédéral, à hauteur de 1,3 milliard cette année et de 1,1 milliard l'an prochain. Soit 2,4 milliards qui, puisque l'année courante est déjà bien avancée, devront être « économisés » essentiellement sur le budget 2017, que la suédoise doit boucler pour le 15 octobre (nos éditions d'hier). Ces chiffres concernent l'Entité I (pouvoir fédéral et Sécurité sociale), et excluent l'Entité II (Communautés, Régions et pouvoirs locaux).

Et en 2018 ? Le comité de monitoring n'a pas estimé les efforts supplémentaires requis en 2018. Là, cela se corse. Le Bureau du Plan estime à 7,8 milliards l'effort à réaliser d'ici à 2018, au niveau de l'ensemble des pouvoirs publics (Entité I + Entité II).

Les chiffres ne sont pas totalement comparables. Néanmoins, les entités fédérées devraient, selon le Plan, tenir leur objectif de retour à l'équilibre. Autrement dit : il ne faut pas s'attendre à ce qu'elles puissent contribuer à réduire substantiellement l'ampleur de l'effort requis. Celui-ci est donc colossal.

D'ici à 2018, l'eau aura coulé sous les ponts et l'idée d'un assouplissement des règles pourrait bien s'être concrétisée

Est-ce réaliste ? Dans un contexte de croissance faible, un tel volume d'économies budgétaires aurait toute chance d'être contre-productif : cela freinerait l'économie... sans garantir l'amélioration attendue des finances publiques. La solution (économiquement raisonnable) serait de reporter le retour à l'équilibre budgétaire. Donc de transgresser les règles européennes.

Le pari de la suédoise ? La Belgique pourrait-elle négocier un assouplissement du pacte budgétaire ? Cela paraît difficile, alors que la Commission vient de lancer une procédure de sanction contre l'Espagne et le Portugal. Mais d'ici à 2018, l'eau aura coulé sous les ponts et l'idée d'un assouplissement des règles pourrait bien s'être concrétisée. Car bien d'autres Etats-membres (citons notamment la France et l'Italie) font face à de difficiles équations budgétaires. Peut-être est-ce finalement le pari de la suédoise...